

Étude : Portrait des Canadiennes et Canadiens ayant vécu en situation d'itinérance

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le lundi 14 mars 2022

Bien qu'une minorité de Canadiens se trouvent en situation d'itinérance à un moment donné dans leur vie, certains groupes sont plus à risque, dont les minorités sexuelles, les Autochtones et les femmes noires.

Ces résultats sont tirés d'un nouvel article de *Regards sur la société canadienne* publié aujourd'hui, intitulé « [Portrait des Canadiennes et Canadiens ayant vécu en situation d'itinérance](#) ».

À l'aide des données issues de l'Enquête canadienne sur le logement de 2018, l'étude présente les caractéristiques des personnes qui s'étaient auparavant trouvées en situation d'itinérance.

Elle dépeint aussi le bien-être actuel de ces personnes. Bien que le fait de se trouver en situation d'itinérance a des effets négatifs immédiats sur les personnes, celles ayant vécu en situation d'itinérance dans le passé sont plus susceptibles d'avoir un mauvais état de santé et des difficultés financières dans leur situation actuelle.

Compte tenu de la nature des données, les résultats de cette étude sont représentatifs des Canadiens qui prennent les décisions en matière de logement au sein de leur ménage, mais pas nécessairement de tous les Canadiens de 15 ans et plus. Malgré cette limite, les résultats de cette étude contribuent grandement à notre compréhension de cet enjeu social au Canada, d'autant plus que l'information sur l'itinérance sans abri est très peu abondante.

Environ 3 % des Canadiens responsables des décisions en matière de logement au sein de leur ménage se sont trouvés en situation d'itinérance sans abri dans le passé

L'itinérance sans abri désigne la situation des personnes qui ont vécu dans un refuge pour sans-abri, dans la rue, dans un parc, dans un abri de fortune ou dans un bâtiment abandonné.

En 2018, environ 3 % des Canadiens responsables des décisions en matière de logement au sein de leur ménage s'étaient trouvés en situation d'itinérance sans abri dans le passé, sans différence significative entre les hommes et les femmes.

En outre, plus de 1 personne sur 7 (15 %) responsable des décisions en matière de logement au sein de son ménage s'était trouvée en situation d'itinérance cachée, c'est-à-dire qu'elle a eu à vivre temporairement avec des membres de la famille, des amis ou ailleurs, car elle n'avait nulle part d'autre où aller.

Chez les personnes responsables des décisions en matière de logement au sein de leur ménage, environ 1 personne des Premières Nations vivant hors réserve et 1 Inuit sur 10 se sont trouvés en situation d'itinérance sans abri

Les taux plus élevés d'itinérance chez les Autochtones sont bien documentés et sont associés à des obstacles systémiques à l'emploi et à l'éducation, à la discrimination raciale sur le marché du logement ainsi qu'aux effets intergénérationnels de la colonisation et des expériences en pensionnat.

En 2018, chez les Autochtones responsables des décisions en matière de logement au sein de leur ménage, environ 12 % des Premières Nations vivant hors réserve, 10 % des Inuits et 6 % des Métis ont déclaré s'être trouvés en situation d'itinérance sans abri dans le passé. La proportion correspondante chez les non-Autochtones était de 2 %.



Les minorités sexuelles couraient aussi un risque plus élevé de se trouver en situation d'itinérance sans abri. Plus particulièrement, chez les femmes responsables des décisions en matière de logement au sein de leur ménage, près de 8 % de celles ayant une orientation sexuelle minoritaire s'étaient trouvées en situation d'itinérance sans abri dans le passé, comparativement à 2 % des femmes hétérosexuelles. Plusieurs facteurs pourraient permettre d'expliquer ces résultats, dont des taux élevés de violence familiale, de discrimination et de victimisation.

Dans l'ensemble, les Canadiens appartenant à des groupes de population désignés comme des minorités visibles (2 %) étaient légèrement moins susceptibles de s'être trouvés en situation d'itinérance que ceux qui n'appartenaient pas à une minorité visible (3 %).

Chez des groupes précis de Canadiens responsables des décisions en matière de logement au sein de leur ménage, les Canadiens d'origine sud-asiatique (1 %) et arabe (1 %) étaient beaucoup moins susceptibles de s'être trouvés en situation d'itinérance sans abri. En revanche, 5 % de la population noire s'était trouvée en situation d'itinérance dans le passé, une proportion qui passait à 6 % chez les femmes noires.

Enfin, les Canadiens responsables des décisions en matière de logement au sein de leur ménage qui habitaient au Nunavut (14 %) étaient les plus susceptibles de s'être trouvés en situation d'itinérance sans abri dans le passé. Les résidents du Yukon (8 %) et des Territoires du Nord-Ouest (6 %) affichaient aussi des taux d'itinérance plus élevés. En revanche, les résidents du Québec (1 %) affichaient le taux le moins élevé.

Les personnes ayant vécu à la fois en situation d'itinérance sans abri et en situation d'itinérance cachée dans le passé éprouvaient de nombreuses difficultés financières au moment de l'enquête

L'étude a également révélé que les personnes maintenant responsables des décisions en matière de logement, mais qui avaient vécu en situation d'itinérance dans le passé, avaient une situation socioéconomique et un état de santé beaucoup moins bons que les personnes qui ne s'étaient pas trouvées dans une telle situation.

Par exemple, elles étaient plus susceptibles de déclarer une santé générale et une santé mentale passables ou mauvaises. En outre, elles étaient plus susceptibles d'avoir récemment été aux prises avec des difficultés économiques, et d'avoir eu recours à des organismes de bienfaisance parce que leur ménage était à court d'argent.

Si ces conditions s'appliquaient tant chez les hommes que chez les femmes responsables des décisions en matière de logement, les femmes qui s'étaient trouvées en situation d'itinérance dans le passé ont déclaré une situation socioéconomique et un état de santé beaucoup moins bons que les hommes dans la même situation.

Par exemple, chez les Canadiens maintenant responsables des décisions en matière de logement et qui s'étaient trouvés en situation d'itinérance à la fois sans abri et cachée dans le passé, les femmes étaient 23 points de pourcentage plus susceptibles que les hommes de déclarer avoir eu de la difficulté à satisfaire leurs besoins financiers au cours de l'année ayant précédé l'enquête.

Note aux lecteurs

Source des données

La présente étude s'appuie sur les données de l'Enquête canadienne sur le logement (ECL) de 2018. L'ECL de 2018 est une enquête à participation volontaire menée sur une période de cinq mois (de novembre 2018 à mars 2019). La population cible était constituée de ménages privés des 10 provinces, du Yukon et du Nunavut. Les données pour les Territoires du Nord-Ouest ont été tirées de l'Enquête communautaire des Territoires du Nord-Ouest de 2019, laquelle a permis de recueillir des renseignements sur le logement comparables à ceux recueillis dans le cadre de l'ECL.

L'unité d'échantillonnage pour l'ECL était le logement. Un questionnaire a été rempli par logement, par le répondant (personne de référence) âgé de 15 ans et plus qui était responsable des décisions en matière de logement au sein du ménage.

Les questions sur l'itinérance ne concernaient que la personne de référence, soit celle qui était responsable des décisions en matière de logement au sein du ménage. Étant donné que les renseignements sur l'itinérance ne sont accessibles que pour la personne de référence, l'étude porte sur les ménages au sein desquels la personne de référence s'est trouvée (ou non) en situation d'itinérance.

L'article « [Portrait des Canadiennes et Canadiens ayant vécu en situation d'itinérance](#) » est maintenant accessible dans *Regards sur la société canadienne* ([75-006-X](#)).

L'infographie intitulée « [L'itinérance au Canada](#) » est maintenant accessible dans la série *Statistique Canada — Infographies* de ([11-627-M](#)).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).